



Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER, Mohed ALTRAD.

Cycles de l'eau - Règlement de service d'assainissement collectif - Mise à jour dans le cadre du passage en régie sur les secteurs Est et Ouest - Approbation

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence « assainissement des eaux usées » de plein droit en lieu et place des communes membres en application de l'arrêté préfectoral n° 2012-2290 du 17-10-2012 fixant ses compétences. Afin d'exploiter le service d'assainissement collectif sur les secteurs Est et Ouest du territoire, le Conseil de Communauté a autorisé dans sa séance du 30 octobre 2014, la signature d'un contrat de Délégation de Service Public attribué à la société Aqualter et prenant effet à partir du 1^{er} janvier 2015, pour une durée de 7 ans.

Les communes concernées par les secteurs Est et Ouest sont les suivantes : Baillargues, Beaulieu, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Montaud, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Georges d'Orques, Saint Génès des Mourgues, Saussan, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

Ce contrat de délégation prenant fin au 31 décembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de mettre en place un marché de prestation de service pour l'exploitation des réseaux et des stations d'épuration, prenant effet le 1^{er} janvier 2022. Ce marché a été attribué à la société SAUR et concerne le même périmètre géographique que l'ancien contrat de délégation.

Afin de préciser les droits et obligations ainsi que le rôle des différents acteurs du service de l'assainissement que sont les usagers, l'exploitant et la collectivité, la Métropole a approuvé à sa séance du 26 juillet 2017 une révision du règlement de service d'assainissement collectif sur les secteurs Est et Ouest.

Le nouveau mode de gestion du service d'assainissement sur ces secteurs avec la mise en place d'un marché de prestation de service, impose une mise à jour du règlement de service de l'assainissement collectif applicable sur le périmètre géographique concerné.

Le règlement définit les relations entre la collectivité et l'exploitant ainsi que des mesures réglementaires issues notamment des Codes de la santé publique et de la consommation régissant les relations entre les usagers et le service.

Il précise les conditions de conformité des installations intérieures et les engagements du service public de l'assainissement en matière de modalité d'intervention, de gestion des abonnements et de facturation, ainsi que les conditions d'entretien et renouvellement des branchements au réseau public. Il présente par ailleurs le régime spécifique applicable aux usagers non domestiques.

Cette mise à jour vise aussi à informer l'utilisateur du tarif applicable en cas de demande de contrôle de conformité des installations intérieures ou d'intervention de débouchage suite à de mauvaises pratiques.

Ce règlement et ses annexes seront mis à la disposition des usagers sur le site de la collectivité, lors de l'envoi de la facturation de l'eau pour information, et également lors de la conclusion de tout nouvel abonnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le règlement du service public de l'assainissement collectif des secteurs Est et Ouest ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-179614-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de Règlement de service d'assainissement des secteurs Est et Ouest de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.